

**Pays andins et Cuba : brèves n°14 de la semaine du 8 au 14 décembre 2017**

*(Avec la contribution des Services économiques de la région)*

**REGION**

**Publication des prévisions macroéconomiques de la Commission économique pour l'Amérique latine.** La CEPAL a rendu publiques aujourd'hui ses nouvelles prévisions pour 2017 et 2018, qui confirment le redressement du continent, dont la croissance est désormais attendue à 1,3 et 2,2% respectivement, après deux années de récession en 2015 et 2016. En ce qui concerne la sous-région couverte par le Service régional de Bogotá, les prévisions de la CEPAL envisagent pour l'ensemble des pays une amélioration de l'activité en 2018, tel qu'il ressort du tableau ci-après :

	2017	2018
Bolivie	3,9	4
Colombie	1,8	2,6
Cuba	0,5	1
Equateur	1	1,3
Guyana	2,9	3,5
Pérou	2,5	3,5
Suriname	-0,7	0,7
Venezuela	-9,5	-5,5

**BOLIVIE**

**Hausse marquée des dépôts bancaires et des crédits aux particuliers en 2017.** Selon l'Autorité de supervision du système financier, les dépôts des particuliers ont augmenté en glissement annuel sur les onze premiers mois de 7,9 % pour atteindre 159,3 Mds de bolivianos (BOB) alors que les crédits ont augmenté de 11,4 % pour atteindre 150,5 Mds BOB (respectivement 19,91 Mds et 18,81 Mds d'EUR). Les 61 entités financières établies dans le pays disposent à fin novembre 2017 d'un total d'actifs de 219,2 Mds BOB (27,4 Mds d'EUR), en hausse de 13,2 % par rapport à l'année précédente.

**Réunion du président MORALES concernant le projet ferroviaire biocéanique.** Le président MORALES a rencontré une nouvelle fois M. Rainer BOMBA, secrétaire d'Etat allemand aux transports lors d'une réunion à laquelle participait également un consortium helvético-allemand qui suit ce mégaprojet (3750 km pour relier le Pacifique depuis le port d'Ilo au Pérou au port de Santos au Brésil sur l'Atlantique, transport de 6 millions de passagers par an et 10 millions de tonnes de fret). M. MORALES avait rencontré début décembre le président brésilien TEMER à ce sujet et signé un protocole d'accord bilatéral.

**COLOMBIE**

**S&P abaisse la notation souveraine de la Colombie à BBB- (stable), dernier cran des notations *investment grade*.** L'agence justifie sa décision par la croissance atone ainsi que par les faibles marges de manœuvre budgétaire, dans un contexte de bas cours des matières premières. Considérant les autorités comme moins aptes à soutenir des institutions financières systémiques, S&P a également dégradé la notation de plusieurs banques (dont les deux premières du pays, BANCOLOMBIA et BANCO DE BOGOTA), toutes abaissées de BBB- à BB+, et passant donc en catégorie spéculative, d'institutions financières publiques telles que FINDETER (financement des collectivités locales) et FDN (structuration et financement des grands projets), de BBB à BBB-, ainsi que d'entités dépendant fortement des autorités (ECOPETROL, SURAMERICANA, OLEODUCTO CENTRAL, INTERCONEXION ELECTRICA et ISAGEN, toutes de BBB à BBB-).

**Les principales capitalisations colombiennes réalisent une majorité de leurs bénéfices à l'étranger.** Selon une étude de BANCOLOMBIA, les 25 plus grandes entreprises cotées colombiennes (indice COLCAP) réalisent 51% de leurs bénéfices sur des marchés extérieurs, notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes (45% de ce total), en Amérique du sud (42%) et dans une moindre mesure aux Etats-Unis (13%). Cette internationalisation des revenus est particulièrement marquée pour les groupes EXITO (filiale de CASINO : 78% des bénéfices réalisés hors des frontières colombiennes), CEMENTOS ARGOS (70%), ISA (transmission électrique : 68%) et ECOPETROL (60%).

## CUBA

**Signature de l'accord de renouvellement de la ligne de crédit à court terme entre la France et Cuba.** Le lundi 11 décembre, le ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger cubain Rodrigo MALMIERCA DIAZ, et l'ambassadeur de France à Cuba, M. Jean-Marie BRUNO, ont signé à La Havane l'accord de renouvellement de la ligne de crédit à court terme entre la France et Cuba, gérée par BPI France Assurance Export. L'accord, qui court jusqu'en 2021, définit les modalités des garanties financières des contrats d'importations de biens de consommation et d'équipement passés entre des entités cubaines et françaises. Depuis sa création en 2012, cette ligne de crédit garantie par l'Etat français permet de faire bénéficier les opérateurs d'un dispositif d'assurance soutenant les opérations commerciales. Son renouvellement est un signe supplémentaire de l'importance qu'attache la France à sa relation avec Cuba, et au développement des échanges économiques entre les deux pays.

**Un protocole d'accord pour le développement du tourisme dans la zone Caraïbe signé lors du Iv<sup>e</sup> Sommet Cuba-CARICOM.** A l'occasion du sommet qui s'est tenu à Antigua et Barbuda le 8 décembre, le ministère cubain du tourisme et les Etats-membres de la CARICOM ont signé un protocole d'accord relatif au développement du tourisme dans la zone Caraïbe. Face à l'augmentation des chiffres du tourisme dans la région, les Parties ont en effet décidé de multiplier le nombre de lignes aériennes et de relier les différentes destinations touristiques de la Caraïbe entre elles, tout en encourageant le développement de programmes touristiques, particulièrement à destination de clientèles situées en région Asie-Pacifique, en Europe ou sur le continent américain.

## EQUATEUR

**Nouvelle baisse de l'inflation.** L'Equateur a enregistré au 30 novembre 2017 une inflation mensuelle de -0,27%, négative pour le troisième mois consécutif. Le taux d'inflation en glissement annuel au mois de novembre est de -0,22% et l'inflation cumulée (11 mois 2017) est de -0,38%, laissant entrevoir une inflation cumulée au 31 décembre nulle voire négative, bien en dessous des prévisions des autorités qui oscillaient au début de l'année entre 2% et 3%. Si cette baisse générale des prix ne peut pas être encore qualifiée comme déflation, elle s'explique par la baisse de l'activité économique qu'a connue le pays depuis le deuxième semestre 2015.

**Le vice-président Jorge Glas a été condamné à 6 ans de prison dans le cadre de l'affaire ODEBRECHT.** La Cour nationale de justice a condamné le vice-président Jorge GLAS à 6 années de prison au motif d'association illicite dans le cadre de l'affaire ODEBRECHT. Le vice-président sera également jugé pour détournement de fonds publics, enrichissement illicite, délinquance organisée et blanchiment d'actifs.

## PEROU

**Le Président KUCZYNSKI rattrapé par l'affaire Lava Jato-ODEBRECHT.** La société brésilienne a remis à la Commission « Lava Jato » du Parlement un document, rendu public, prouvant que le président PPK aurait perçu des honoraires de 782 000 USD entre 2004 et 2007, pour des projets au Pérou (irrigation et routes) via sa propre société de consultant WESTFIELD CAPITAL, alors qu'il était à cette époque ministre de l'économie, puis premier ministre, de l'ex-président TOLEDO (actuellement condamné à 18 mois de prison préventive et en fuite aux Etats-Unis). PPK avait jusqu'à présent nié catégoriquement avoir eu des liens d'affaire avec ODEBRECHT. Ces graves soupçons pesant sur le président viennent détériorer une situation politique déjà délétère et renforcent les positions du Parlement « fujimoriste », en opposition désormais frontale et systématique à l'exécutif.

**Impliqué dans le Lava Jato, GRAÑA Y MONTERO dévise sur la Bourse de New York :** 5 grands patrons de groupes péruviens (GRAÑA MONTERO, JJ CAMET et ICCGSA) associés à ODEBRECHT dans les « affaires » ont été condamnés à 18 mois de prison préventive et incarcérés. Côté au NYSE, le groupe GRAÑA Y MONTERO, leader péruvien du secteur de la construction, a vu le cours de son action chuter de 40% depuis mi-novembre.

**Report de la date prévisionnelle d'adjudication de 7 projets en PPP menés par PROINVERSION.** L'Agence publique PROINVERSION, en charge de l'instruction des projets de partenariats publics privés, a annoncé le report (de 6 mois à 1 an) de l'adjudication de 7 projets, représentant un investissement cumulé de 1,6 Md USD, alors que l'échéance était proche. Il s'agit notamment du grand projet d'infrastructures d'eau et assainissement « Obras de Cabecera » (600 MUSD) localisé près de Lima, du projet routier Huancayo-Ayacucho (464 MUSD) et du projet ferroviaire Huancayo-Huancavelica (dit projet « Tren Macho ») (235 MUSD). Ces 7 projets font partie des 29 que comporte l'ensemble du portefeuille de PROINVERSION et qui représentent un investissement global de 10,6 Mds USD.

## VENEZUELA

**Le repli du secteur pétrolier se poursuit en novembre 2017.** Selon les données estimées par l'OPEP, la production pétrolière du Venezuela s'établit à 1,83 Mb/j en novembre 2017, contre 1,90 Mb/j en septembre 2017. Par ailleurs, les exportations de pétrole vers les Etats-Unis s'élèvent à 475 165 b/j en novembre 2017, soit une baisse de 12 % sur un mois et de 36 % sur un an. C'est leur plus bas niveau depuis janvier 2003. CITGO, la filiale américaine de l'entreprise nationale pétrolière PDVSA, n'a reçu que 65 000 b/j en novembre 2017, contre un quota fixé à 220 000 b/j. En revanche, les importations de l'entreprise américaine VALERO ENERGY sont en hausse, à 194 000 b/j. En septembre 2017, le Venezuela représentait 8 % du brut importé par les Etats-Unis, juste après l'Arabie saoudite (9 %) mais bien loin derrière le Canada (46 %).

**La CAF approuve une ligne de liquidité de 400 MUSD pour la Banque centrale du Venezuela.** Ce soutien financier vise à atténuer la crise de liquidité que connaît le Venezuela et à faciliter le financement des importations.

**Défaut sur deux obligations souveraines.** A l'issue de la période de grâce de 30 jours, le Venezuela n'a pas payé 183 MUSD correspondant aux intérêts sur les obligations souveraines *Venz 23* et *Venz 28*. Selon l'agence STANDARD & POOR'S, le Venezuela pourrait de nouveau faire défaut sur sa dette au cours des trois prochains mois.

**L'hyperinflation s'installe.** Selon la commission des finances de l'Assemblée nationale, dirigée par l'opposition, l'inflation progresse de 56,7 % sur un mois en novembre, après 45,5 % en octobre, et ressort désormais à 1369% sur les 11 premiers mois de 2017. Sur l'ensemble de l'année, l'Assemblée nationale prévoit une inflation comprise entre 2 000 et 2 100 %.

Laurent CHARPIN  
Chef du service économique de Bogotá